

Musées : le grand chantier

Ces dernières années, en Tunisie, les amateurs de musées ont souvent eu la déception de trouver portes closes, ou du moins des espaces visitables réduits pour cause de travaux. A Houmt Souk, à Sousse et au Bardo, les musées refaits à neuf grâce à un prêt de la Banque Mondiale ont finalement rouvert leurs portes. Mais à Carthage, Dar Ben Abdallah, Sidi Qacem Jellizi, le Kef, Skanès... les musées sont toujours fermés en partie ou en totalité.

Pourquoi tous ces chantiers entrepris en même temps ? D'abord parce qu'on s'est rendu compte de l'urgence de prendre des mesures pour garantir la conservation des collections. En effet, les périls étaient nombreux : des pièces rares ont été volées. Des tissus anciens, dans des musées des Arts et traditions populaires, ont été infestés d'insectes. L'humidité a endommagé des objets, comme par exemple des manuscrits tachés par la rouille de leurs supports, des bouteilles en verre soufflé perdant leur décor métallique par oxydation... Souvent aménagés dans des bâtiments anciens ou mal conçus, les musées n'offraient pas les conditions adéquates.

Dans les musées rénovés, que ce soit au musée de Nabeul, rouvert en 2000, ou à celui du Bardo, les objets les plus sensibles sont enfermés dans des vitrines sécurisées et à l'atmosphère contrôlée.



Le musée du Patrimoine traditionnel de Djerba à Houmt Souk : une muséographie moderne dans un bâtiment flambant neuf. On pourra y visiter prochainement l'exposition temporaire "Le Jeune Homme de Byrsa".

Cependant il était tout aussi urgent de moderniser la présentation des collections. L'art des musées évolue sans cesse. Le visiteur d'aujourd'hui n'a plus les mêmes attentes – ni la même culture – qu'il y a cinquante ou cent ans. Un colloque international de muséologues, qui s'est tenu à Gammarth début novembre (le symposium annuel de l'ICOFOM), a été l'occasion d'échanger de nombreuses expériences et de remuer des idées autour de la question : comment remettre le visiteur au centre du musée ?

« Les objets sont fatigués... »

« Les objets sont fatigués », a commenté une conférencière ; montrer les objets ne suffit plus à créer un lien avec le visiteur. Une solution parmi

d'autres : miser sur les "affects" ; avec comme exemple extrême le Jewish Museum Berlin, un musée sans objets, où l'architecture se charge de faire vivre "physiquement" aux visiteurs différents aspects de la Shoah...

Le visiteur d'aujourd'hui veut expérimenter, toucher, utiliser les objets (originaux ou en reproduction). Il veut retrouver le contexte dans lequel ils "vivaient" avant d'être "muséalisés". L'exemple d'un musée de bateaux, en Suède, a été cité : il comporte en son centre un atelier de construction. Autre tendance actuelle, impliquer les habitants dans la vie de leur musée. On a cité le cas, à Berlin, d'un ancien appartement transformé en musée, enrichi spontanément par des Berlinoises qui venaient y déposer des objets familiaux chargés de mémoire.

En Tunisie, sommes-nous si loin de ces expériences ? L'exposition "Le Jeune homme de Byrsa" au musée de Carthage jouait déjà sur les "affects" : une succession de salles plongées dans la pénombre évoque une remontée dans le temps, ou une intrusion dans l'intimité de ce jeune Carthaginois dont le squelette a été retrouvé intact. Son mannequin, reconstitué par des moyens scientifiques, et le petit film qui raconte tout le processus introduisent une dimension affective ; on perçoit la tendresse des artisans qui coiffent et habillent le jeune homme, et l'émotion des chercheurs qui font renaître "leur ancêtre"... L'exposition, bien médiatisée, avait d'ailleurs rencontré un succès exceptionnel auprès des Tunisiens.

Faire "toucher" et reproduire les objets, cela existera bientôt au musée du Bardo : les enfants seront invités à se fabriquer leur propre mosaïque grâce à des kits mis à leur disposition dans le cadre du service éducatif. Sans doute, après cette activité, regarderont-ils autrement les chefs-d'œuvre exposés au musée. Faire participer la population à la vie de leur musée est plus délicat. En 2006 et 2009, lorsqu'ont été créés des musées à Moknine et Kesra, des habitants sont venus offrir des objets personnels hérités de leur famille. Mais un universitaire qui a créé à Kerkennah un musée privé rencontre des déboires : il a rassemblé une magnifique collection d'objets traditionnels, mais les Kerkenniens ne veulent pas payer l'entrée pour voir leur propre patrimoine...

Multiplier les événements

Les rénovations en cours sont en train de remettre à jour la muséographie et d'améliorer l'accueil visiteurs. Mais tout cela ne suffit pas à relancer la fréquentation des musées. En effet, le nouveau musée du Patrimoine

traditionnel de Djerba, avec son bâtiment moderne où trônent désormais les collections de l'ancien musée de Sidi Zitouni, reste désespérément délaissé. La solution : multiplier les événements pour créer un flux de visiteurs. C'est ainsi que l'exposition "Le Jeune homme de Byrsa" va quitter Carthage pour être présentée dans d'autres villes, et en premier lieu au musée de Houmt Souk. De même, le musée de Carthage va accueillir une nouvelle exposition temporaire sur le thème **"Patrimoine volé, patrimoine récupéré"** – un sujet à même de susciter la curiosité...

Les musées relevant du ministère de la Culture auraient assurément besoin de plus dynamisme. Ce qui n'est pas facile vu leur statut actuel : sans autonomie, ils sont de simples services dépendant d'une Direction des musées au sein de l'INP. Pour ne rien arranger, cette direction est restée privée de directeur pendant près d'un an suite aux mouvements au sein de l'INP.

D'autres dysfonctionnements empêchent les rénovations en cours de porter tous leurs fruits. Au musée du Bardo, des sessions ont bien été organisées pour présenter les nouvelles salles aux agences de voyages. Mais la plupart des guides qui accompagnent les groupes touristiques, travaillant en free-lance, n'ont pas encore reçu de formation et... se contentent de montrer aux touristes les parties du musée qu'ils connaissent. Dommage, quand on pense que la rénovation et l'extension du musée ont coûté plus de 20 millions de dinars.

GM

Quelques rénovations en cours

- Palais-musée de Skanès : l'ancien palais de Bourguiba, de l'architecte Cacoub, transformé en musée, devrait rouvrir dans les prochains mois.
- Eglise-musée d'Enfidha où sont exposées des mosaïques paléo-chrétiennes : réouverture prévue dans les semaines à venir.
- Centre d'interprétation de Kairouan : le bâtiment financé par la banque Mondiale est achevé, il est question d'y transférer le musée de Raqqada, mal sécurisé et trop éloigné du centre-ville.
- Musée de Carthage : fermeture partielle, le musée servant de dépôt pendant le réaménagement du musée du Bardo.
- Musée du Kef, musée Dar Ben Abdallah, musée Sidi Qacem Jallizi : travaux en cours.

- En projet : un nouveau musée de l'histoire husseinite à Ksar Saïd.

« On s'engage encore plus sur la Tunisie en 2013 »

Depuis quelque temps, Laurent Abitbol, patron de Voyamar, en avait gros sur le cœur, et notamment à cause de Tunisair avec qui les relations passaient visiblement par une zone de turbulence. Mais après la réunion tenue le 26 novembre avec la compagnie nationale, les deux partenaires semblent revenus à de meilleurs termes. Mieux encore, Voyamar annonce l'augmentation de sa programmation aérienne de 20% pour 2013 et un partenariat renforcé avec Tunisair. Tant mieux, puisque le T0 du groupe Marietton Investissements compte parmi les premiers T0 français sur la Tunisie. Un T0 appelé à grossir encore, notamment avec le rachat récent du groupe Ailleurs et d'autres acquisitions programmées pour l'année prochaine. Soutenu par le fonds d'investissement SIPAREX et comptant parmi ses actionnaires Tuninvest (15% du capital), Voyamar n'est pas près d'arrêter son développement. Un des axes futurs serait l'acquisition d'hôtels en Tunisie.

Le Tourisme

Où en sont les réservations sur la Tunisie ? L'impact du 14 septembre s'estompe-t-il ?

Laurent Abitbol

On a fait un été correct. Sans réaliser les chiffres de 2010, on s'en rapproche. Après le 14 septembre, les réservations ont été réduites à zéro avec beaucoup d'annulations. Le mois d'octobre a été catastrophique. Depuis trois semaines les réservations reprennent à un rythme normal d'hiver.

Et comment voyez-vous le déroulement de l'hiver ?

Actuellement, on a deux problèmes pour l'hiver. D'une part la crise

économique qui sévit chez nous, et d'autre part la peur qu'ont les Français de venir en Tunisie. Sur ce dernier point, je dois reconnaître que les médias français n'aident pas la Tunisie puisque le pays est même associé à ce qui se passe ailleurs dans le monde. Si le tourisme est important pour la Tunisie, le pays a intérêt à devenir un peu plus neutre vis-à-vis de ce qui se passe dans le monde.

Pour la PME que nous sommes, notre activité sur la Tunisie est importante : nous transférons chaque année 30 millions d'euros pour payer nos fournisseurs tunisiens et nous espérons pouvoir en transférer plus.

Concrètement, quelle est votre programmation aérienne pour l'hiver ?

Cette année, nous avons 115 000 sièges. Nous avons vendu 70 000 forfaits contre 80 000 en 2010, et seulement 40 000 en 2011. Pour 2013, nous venons de conclure un accord avec Tunisair par lequel nous nous engageons encore plus sur la destination, puisque nous augmentons de 20% notre programme aérien par rapport à 2012. Nous avons gardé les vols depuis 17 aéroports français, y compris les petits aéroports comme Dole-Epinal. Nos bénéfices de l'été nous permettent de résister en hiver, et je dois avouer aussi que Tunisair nous a aidés à nous engager ainsi sur la Tunisie.

La quasi exclusivité accordée à Tunisair ne risque donc pas d'être remise en cause...

Oui, parce que j'accorde de l'importance au relationnel. J'ai apprécié l'approche d'Ali Miaoui (directeur de Tunisair France jusqu'en septembre 2012, ndlr) et de Sarra Mallouche (représentante à Lyon, ndlr), comme j'apprécie la nouvelle équipe de direction. Tunisair a fait le choix d'un partenariat privilégié avec le groupe Marietton sur la France, et Voyamar s'engage pleinement sur la Tunisie.

Vous vous présentiez comme une PME ; vous n'allez plus l'être maintenant avec l'acquisition du groupe Ailleurs...

On devient un peu gros avec 450 collaborateurs, 400 millions de volume d'affaires, 85 agences de voyages et trois tour-operators en plus des cars. Cela nous donne beaucoup de travail depuis l'acquisition d'Ailleurs il y a trois semaines, mais on a les équipes pour ça.

Que ferez-vous du TO Ailleurs Voyages qui vendait aussi la Tunisie ?

Ailleurs ne va plus vendre la Tunisie et se concentrera sur son métier de base qui est le long-courrier et le voyage en car. C'est Voyamar qui continuera son activité charter sur le bassin méditerranéen.

Quelles sont les perspectives pour le nouvel ensemble ? Va-t-il continuer à grossir ?

Oui, le groupe va grossir encore avec des acquisitions en 2013. Depuis 2007, nous avons fait une acquisition par an et nous allons continuer les acquisitions jusqu'en 2015. L'objectif est de créer un pôle touristique fort avec 600 millions d'euros de volume d'affaires et de continuer à nous développer. C'est notre objectif et celui des banques qui nous soutiennent.

Et en Tunisie, c'est quoi l'objectif ?

Nous attendons que la situation soit plus calme en Tunisie pour investir dans les murs et donc acheter des hôtels.

Pour finir, comment jugez-vous la compétitivité de la Tunisie ? Pensez-vous encore, comme vous nous le déclariez l'année dernière, que la Tunisie peut augmenter ses prix de 10 à 15% ?

Avec la crise économique européenne, la Crète et l'Espagne se sont mises au même niveau tarifaire que la Tunisie, tout en ayant des prix de transport moins élevés. C'est ça, actuellement, le problème de la Tunisie.

Concernant le deuxième volet de votre question, Tunisair a procédé à cette augmentation de tarif mais pas les hôteliers, qui n'ont pas tellement le choix. C'est ce qui est affreux : les hôteliers souffrent beaucoup en ce moment, entre l'augmentation de leurs coûts et la quasi certitude qu'une augmentation des prix entraînerait une mévente de leurs hôtels. En effet, au vu des prix du marché, la Tunisie ne se vendra pas si on augmente les prix, sauf pour des produits top qualité qui ne sont pas nombreux, hélas. En attendant d'avoir des produits de qualité, la seule voie qui reste, quand on a les prix des hôtels tunisiens, est de jouer sur les volumes, de remplir les hôtels pour qu'ils deviennent rentables.



Signe de son engagement sur la Tunisie, Voyamar vient de réunir durant trois jours à Hammamet 80 professionnels, agents de voyages et tout-operators, pour présenter sa production à des responsables de comités d'entreprises et d'associations.

ONTT : Les causes d'un malaise

La grève de trois jours déclenchée le 13 novembre par le personnel de l'ONTT, sous la houlette du syndicat UTT, mérite qu'on s'y arrête. Aussi peu représentative soit-elle, l'UTT, qui revendique 500 adhérents recrutés essentiellement parmi le personnel des commissariats et des écoles de formation, a su tirer profit du malaise persistant parmi les cadres et employés de l'Office, inquiets du manque de perspectives de changement pour eux et pour leur établissement.

L'ONTT est en mal de réforme depuis des années. Il lui manque un "projet d'entreprise", pour reprendre le langage du secteur privé, ce qui passerait par la clarification de sa vocation et de son rôle par rapport au Ministère. Or une telle réforme ne semble pas du goût des gouvernements de ces dernières années, y compris l'actuel.

En effet, au-delà des slogans critiquant le Directeur général ou le Ministre

lui-même – qui « ne lit pas, n'écoute pas et ne soucie de rien », selon S. Mejri, secrétaire général de la fédération du Tourisme de l'UTT – les grévistes expriment leur ras-le-bol de « l'ancien système qui perdure ». Et comme l'exprime si bien F. Maghraoui de l'UTT : « le problème n'est pas celui des personnes mais celui du système ».

Cohérence gouvernementale

Lors de sa conférence de presse du 13 novembre, le Ministre du Transport A. Harouni a justifié l'accord de principe sur la cinquième liberté qui devrait être accordée à Qatar Airways par « la continuité de l'Etat », en évoquant des accords non appliqués par les gouvernements de Ben Ali. Avant lui, son collègue du Tourisme évoquait la même « continuité de l'Etat » à propos des terrains cédés dans le Sud pour le projet Diar Qatari (voir Le Tourisme n°8). On en conclut une cohérence certaine entre ministres de la Troïka, et une définition révolutionnaire de la continuité de l'Etat : principe évoqué dès qu'il s'agit des intérêts du Qatar, à l'exclusion de tous les autres.

Thomas Cook France : incertitudes

Pour son exercice achevé fin septembre, Thomas Cook France affiche une perte de près de 25 millions d'euros, contre 10,9 millions un an auparavant. Du coup, il est davantage question de vente et de cession d'actifs que de plan de relance. En attendant, la direction générale France est transférée au siège à Londres à partir du 1er décembre 2012.

On l'appellera 3G...

On le savait opportuniste à souhait. On savait qu'il lui a toujours manqué cette vision et cette constance qui caractérisent les grands hommes politiques. Avec l'attaque de l'ambassade américaine, il est passé à la vitesse supérieure : le jour même de l'attaque, il confisque la parole dans toutes les télés et radios pour nous dire que c'est la faute à l'absence d'une loi contre l'atteinte au sacré et que les salafistes n'y sont pour rien. Le lendemain, il passe dans une télé étrangère pour qualifier de « danger pour le pays » ces mêmes salafistes ; déclaration qu'il se hâte le jour même de nuancer, sinon de contredire, à la télé nationale. Si tous les hommes politiques peuvent être qualifiés de girouettes, le chef d'Ennahda vient d'inventer la girouette à rotation rapide : la 3G (Ghannouchi Grande Girouette).

Sunshine Vacances

Après le Royaume-Uni et quelques autres destinations d'Europe de l'Est, le tour-operator de la chaîne El Mouradi se lance en France sous l'appellation Sunshine Vacances. La société, dont Mourad Mhiri est l'actionnaire unique, a été créée en mars 2012 et a démarré son activité en octobre. Sunshine Vacances vendra la Tunisie mais aussi d'autres pays du bassin méditerranéen. Elle prévoit 3000 clients en 2012 et 10 000 en 2013. Naïm Ghannouchi en est le Directeur général et Geneviève Dimitropoulos la responsable commerciale.

Nomination

Le ministère du Tourisme vient de nommer Karim Gharbi en tant que Directeur général de « l'Unité de Gestion par objectif de la Stratégie de développement du tourisme tunisien à l'horizon 2016 » (UGPO). K. Gharbi est ingénieur de

l'école des Ponts et Chaussées à Paris et a occupé plusieurs postes de responsabilité aussi bien dans le secteur public que dans le privé. Une expérience qui lui sera utile pour convaincre de sa mission et permettre une relance du secteur.

Sud : appel au secours

Réunion mercredi 28 novembre entre le ministre du Tourisme et les professionnels du Sud, et à leur tête les présidents des fédérations FTH et FTAV, pour débattre de la situation jugée « catastrophique » du Sud tunisien, où 19 hôtels sur les 35 existants ont fermé leurs portes.

Les demandes prioritaires des hôtels concernent l'aérien, puisque Tunisair n'a gardé que 3 des 15 liaisons directes qui reliaient Tozeur à l'Europe. Il a donc été recommandé au cours de cette réunion d'apporter un soutien financier aux liaisons aériennes, en y consacrant notamment l'ensemble du reliquat du budget de soutien à l'aérien voté au début de cette année. Quant aux agences de voyages, elles ont exprimé leur mécontentement devant la gestion du Gouverneur dans le traitement des demandes d'excursions.

Dans l'immédiat, le ministère annonce la programmation de trois voyages de presse et, comme l'année dernière, l'organisation d'un voyage de découverte du Sud pour une quarantaine de diplomates qui pourront ainsi mieux évaluer les conditions de séjour et de sécurité dans cette région.

Taxes sur l'hôtellerie : demandez la liste



Hichem Driss dresse la longue liste des droits et taxes auxquels est déjà soumis le secteur, et qui situe la pression fiscale sur l'hôtellerie à un niveau bien supérieur à celle du reste de l'économie et ce sans compter l'impact de l'augmentation de la taxe sur les boissons alcoolisées qui serait, toujours selon H. Driss, de 3 DT par nuitée. Une énumération lugubre :

- droit de consommation sur les boissons alcoolisées à un taux variant entre 25% et 683%. Ce droit n'est plus déductible de la taxe sur le chiffre d'affaires. Il constitue un élément du prix de revient des produits alcoolisés, ce qui rend certaines boissons hors de portée de la majorité de la clientèle ;
- TVA : son taux est de 12% sur l'activité hôtelière et de 18% sur le parahôtelier (location de salle, boutiques...) (la TVA est de 7% en Espagne, de 5% à Malte et Chypre et de 9% en Grèce) ;
- taxe hôtelière : 2% sur le chiffre d'affaires brut de l'activité, et ce sans plafond ;
- TCL : 0,2% du chiffre d'affaires brut des locations ;
- taxe pour le fonds de la compétitivité : elle était de 0,5% du chiffre d'affaires brut de l'activité hôtelière, ramenée à 1% depuis le mois de septembre 2011 ;
- TFP : 2% des salaires bruts ;
- FOPROLOS : 1% des salaires bruts ;
- impôt sur les sociétés : 30% du bénéfice fiscal ;
- CNSS sur les salaires bruts : elle vient de passer de 16,5% à 17,07% ;
- taxes diverses : droits de douanes, taxe de circulation, taxe de voyage,

taxe sur l'importation des viandes de 1,7 dinars par kg, droit de timbre de 0,3 dinar par facture.

L'auteur conclut que « l'ensemble de ces taxes représente, selon le cas, environ 25% à 28,5% du chiffre d'affaires d'une entreprise hôtelière selon qu'elle soit bénéficiaire ou non, et se trouve donc à un niveau nettement plus élevé que la moyenne nationale qui n'est que de 20,4%... ».
